

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Syrie Médias et manipulation de l'opinion

N° 34 du 16.01.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_syriens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

-----  
Sommaire :

Tiré à part :

Assad: "Nous frapperons le terrorisme d'une main de fer".

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

1-1 A. Chatta & T. Slimani - Syrie : Reçue par le ministre des Waqfs à Tartous, une délégation russe dénonce la falsification médiatique.

1-2 Qui a tué le journaliste Gilles Jacquier ?

1-3 Gilles Jacquier - Syrie : Juppé et Sarkozy préparent les preuves.

1-4 Journaliste tué en Syrie : Juppé va t'il nous refaire le " coup de Markale " ?

1-5 Arthur Lepic : Le journaliste français Gilles Jacquier meurt sous le feu des gangs armés à Homs.

1-6 Vidéo : 5 questions à Thierry Meyssan

1-7 Karbalaqsa : Propagande anti-syrienne sur Arte

2 Les brèves

2-1 Arrestations de terroristes, d'origine saoudienne, qatarie et koweïtienne.

2-2 Les arabes turcs veulent la paix.

2-3 USA et Qatar se sont entretenus sur la Syrie.

2-4 Les voisins de la Syrie craignent le chaos à leur porte.

3 Dossier

3-1 Thierry Meyssan : L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli.,

3-2 Angie Todd : « La Syrie : un autre concept erroné »

3-3 Les scientifiques iraniens sont-ils les seuls en danger ? Michael Bar-Zvi.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran : Dénonçons les criminels de guerre que sont Harper et compagnie!

4-2 Pierre Khalaf : Syrie, Liban : face au chaos, l'unité et la détermination.

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

5-1 La résolution de la Ligue Arabe justifie l'intervention étrangère.

6 Analyse

6-1 Nouvelle Solidarité : Comment Londres est à l'œuvre en Syrie.

6-2 AlArabi : le spectre de la guerre civile

7 Annexe

7-1 Voltairenet : USA - Racisme, guerre secrète, assassinat et torture au programme de la politique étrangère des candidats républicains

---

---

---

Tiré à part :

Assad: "Nous frapperons le terrorisme d'une main de fer".

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé des parties régionales et internationales de chercher à déstabiliser le pays, après avoir échoué de renverser le régime par la voie politique. Dans un discours d'une heure quarante-cinq minutes retransmis par la télévision officielle, le dirigeant syrien s'en est pris aux pays arabes qui complotent contre son pays et qui suivent un agenda extérieur. « Le plus étonnant c'est qu'ils nous soutiennent du fond de leur cœur, mais ils s'opposent à nous politiquement ! », s'est-il exclamé.

Fustigeant les pays arabes qui ont réussi en quelques semaines à adopter des lois et des mesures contre la Syrie alors qu'ils ne sont jamais parvenus à le faire contre « Israël », Assad a rappelé que ces pays n'ont pas soutenu Damas par le passé et que la Ligue arabe a tant voté contre la Syrie, surtout aux Nations Unies.

Au sujet des réformes, Assad s'est raillé de certains pays qui exigent des réformes en Syrie alors qu'ils ne savent rien de la démocratie. Selon lui, « leur but depuis des années était de mettre la Syrie à la place d'"Israël" ». Nous savions leurs objectifs, mais nous avons voulu montrer cette réalité à ceux qui ont toujours des soupçons à ce sujet ».

Il a toutefois promis de rester « attachés à notre arabité malgré les tentatives de nous chasser de la Ligue arabe » et indiqué que « la porte reste ouverte aux efforts arabes tant qu'ils respectent notre souveraineté ».

Le chef de l'Etat syrien s'en est pris notamment aux médias internationaux qui tentent "sans relâche de pousser la Syrie à l'effondrement". "Ils ont échoué mais ne désespèrent pas de le faire », a-t-il dit. Par ailleurs, Assad a fait savoir que le complot de la Syrie s'arrêtera dès que Damas annoncera des concessions gratuites, et dès qu'elle se séparera de la résistance et de la cause palestinienne.

Sur ce point il a tranché : « Notre dignité est plus forte que toutes leurs armées ».

Frapper le terrorisme d'une main de fer :

Sur le terrain, il a assuré qu'aucun ordre n'a été donné de la part d'aucune autorité pour ouvrir le feu sur des manifestants, soulignant que « selon la loi, personne ne peut ouvrir le feu sauf en cas d'autodéfense". "Je gouverne avec la volonté du peuple et si je renonce au pouvoir ce sera aussi avec la volonté du peuple", a poursuivi Assad.

Pour lui, le rétablissement de la sécurité dans le pays était la priorité absolue, promettant de frapper les terroristes d'une main de fer.

"Il ne faut pas tolérer ceux qui terrorisent les gens, ni ceux qui sont complices avec les parties étrangères", a-t-il affirmé.

"La bataille avec le terrorisme c'est notre combat à tous, tout le monde doit y participer, mais un Etat fort c'est un Etat qui sait pardonner", a-t-il ajouté dans cette quatrième intervention télévisée depuis le début de la crise.

En toute confiance, le président syrien a promis de sortir victorieux de cette guerre sans précédent, puisque le peuple syrien a fait preuve d'une forte résistance. « Les pressions exercées sur nous ne nous pousseront point à prendre des mesures non calculées », a-t-il dit.

Pour le dialogue avec une opposition nationale :

Par ailleurs, il a annoncé la tenue d'un référendum populaire sur une nouvelle Constitution "la première semaine de mars", une fois que "la commission sur la nouvelle Constitution aura terminé ses travaux".

Tout en saluant la participation des différentes forces politiques au dialogue interne, Assad s'est dit prêt à dialoguer avec une opposition nationale et non pas une opposition qui se réfugie dans les ambassades étrangères, qui complotent contre la Syrie et qui prétendent rechercher une solution à la crise.

Et de promettre d'entamer ce dialogue dès que les différentes forces concernées se disent prêtes à le faire.

10/01/2012

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=45146&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1>

---

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

1-1 A. Chatta & T. Slimani - Syrie : Reçue par le ministre des Waqfs à Tartous, une délégation russe dénonce la falsification médiatique.

Tartous /

Recevant une délégation russe regroupant des journalistes, des candidats au Parlement, et nombre de représentants d'organisations populaires, estudiantines et civiles, M. Mohammad Abdel Satar al-Sayyed, ministre des Waqfs, a insisté sur l'importance de la visite de la délégation pour prendre connaissance de la réalité de la conjoncture en Syrie qui affronte un complot visant à porter atteinte à sa sécurité et à sa stabilité.

M. al-Sayyed a souligné les campagnes de falsification et de tromperie véhiculées par nombre de chaînes satellitaires tendancieuses, affirmant que des millions de citoyens sont sortis dans les rues pour confirmer leur amour à la patrie.

De son côté, M. Attef Naddaf, gouverneur de Tartous, a mis l'accent sur le rôle des personnalités et des délégations populaires amies dans le dévoilement du complot extérieur dont la Syrie fait l'objet.

Il a souligné la nécessité de poursuivre et d'améliorer les relations d'amitié entre la Syrie et la Russie et d'œuvrer pour mettre en échec les plans occidentaux visant à porter atteinte à l'unité nationale via la tromperie médiatique de nombre de chaînes satellitaires.

Pour leur part, les membres de la délégation ont exprimé leur solidarité avec la Syrie, direction et peuple, dans l'affrontement du complot extérieur tramé contre elle. MM Wa'el Jneid, chef de la communauté syrienne à Moscou, et Mohamed Ma'rouf, vice président de la communauté, ont appelé tous les chefs des communautés syriennes dans le monde à envoyer des délégations en Syrie pour prendre connaissance de la réalité et démasquer la couverture trompeuse des chaînes satellitaires.

M. Nawaf Ibrahim, président de la branche des étudiants syriens en Russie et dans les pays indépendants, a affirmé que ce qui se déroule en Syrie est un complot extérieur soutenu par des campagnes de désinformation médiatique.

A. Chatta & T. Slimani

Source : <http://www.sana.sy/fra/63/2011/11/25/384186.htm>

vendredi 25 novembre 2011,

par Comité Valmy

-----  
1-2 Qui a tué le journaliste Gilles Jacquier ?

Désinformation des médias occidentaux au sujet de la mort du journaliste de France 2, Gilles Jacquieret de la défection d'un "observateur" de la ligue Arabe

Toute une armada politico-médiatique s'attelle pour induire en erreur l'opinion publique et laisser entendre que la mort du reporter de France 2 en incombe aux autorités syriennes.

Au lendemain de la mort de Gilles Jacquier tué alors qu'il effectuait un reportage à Homs, épice de la rébellion contre le régime syrien, les responsables occidentaux de premier rang se sont tous mis de concert pour mener à bien cette tâche.

D'aucuns ont exigé aux autorités syriennes de protéger la presse. (Juppé et le Clinton). Insinuant que c'est en raison de leur déficience que le journaliste a été abattu. D'autres ont réclamé l'ouverture d'une enquête (Sarkozy et Ashton).

Alors que le chef de la diplomatie britannique s'est engagé dans un discours mesquin et pitoyable volontairement déconnecté de l'incident, évoquant « le prix terrible payé par la population de Homs et le courage des journalistes qui prennent de grands risques pour faire savoir ce que vit la population syrienne ». Seul Human Right Watch va droit au but, demandant à la Ligue arabe « de condamner d'urgence les forces de sécurité qui tirent sur les protestataires pacifiques qui cherchent à contacter les observateurs arabes ».

Sans oublier le vice-président américain Joe Biden qui se veut devant le Premier ministre et chef de la diplomatie qatari « condamner les violences perpétrées par le régime Assad en Syrie »

Le journaliste tué au sein d'une manif pro Assad

Bien entendu aucune allusion chez tous ceux-là au fait que le journaliste français qui faisait partie d'un groupe de journalistes (un autre de France 2, cinq belges, deux suisses, deux Libanais et un journaliste syrien, selon un collègue de Jaquier, Mohammad Ballout cité par le Figaro) a été tué au milieu d'une manifestation pro Assad qui, à peine attroupée a été victime de tirs de mortiers et de RPG, armement favori des rebelles syriens.

Et naturellement, les responsables occidentaux omettent de signaler que 8 civils syriens ont aussi été tués dans ce pilonnage et qu'ils sont tous des sympathisants du président syrien.

Même l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui diffuse des chiffres sur les victimes sans donner de preuves, tente dans sa réaction une démarcation, disant ignorer l'origine des tirs et réclamant l'ouverture d'une enquête. Tellement les faits sont évidents.

Défection douteuse d'un observateur...

Al Jazeera encore...

Anouar Malek

Une autre affaire liée également à la crise syrienne révèle la manière d'agir manipulatrice des sbires des insurgés syriens.

Mercredi, un des observateurs de la Ligue arabe (LA), l'algérien Anouar Malek a déclaré pour AlJazeera sa décision de se retirer de la commission des observateurs sous prétexte qu'il s'est « trouvé en train de servir le régime syrien ».

De Doha, Malek a accusé le régime syrien de commettre « les actes les plus sales », de tuer ses partisans pour étayer sa version des faits. Il a dit avoir vu dans les régions qu'il a visitées (Bab Amro, Khalidiyya, Sultaniyyé, Bab Sibae) « des spectacles honteux, des cadavres torturés, ---, des enfants martyrisés ». Il a dit avoir vu de ses propres yeux les partisans du régime ouvrir le feu sur les manifestants...

Or il s'avère que les propos de cet observateur n'ont rien à avoir avec la réalité. Selon le quotidien libanais AsSafir, la Ligue arabe et par la voix de son vice-secrétaire général Ahmed Ben Helli a tenu à signaler que personne d'autre que le porte-parole de la commission, le général soudanais Mohammad Ahmad al Dabi ne peut parler en son nom.

« ... quant à celui qui voudrait renchérir ou mentir, il n'exprime en rien la position de la Ligue arabe, de sa délégation ou tout autre », a-t-il précisé.

Selon l'AFP, le chef de la mission d'observation, le général soudanais Mohammed Ahmed al-Dabi, a déclaré dans un communiqué que "les déclarations d'Anouar Malek sur une chaîne satellitaire sont sans fondement".

"M. Malek était déployé avec une équipe à Homs, mais pendant six jours il n'a pas quitté sa chambre et ne s'est pas joint aux autres membres sur le terrain en prétextant être malade", a-t-il ajouté.

Selon le général Dabi, M. Malek avait demandé à aller à Paris pour y être soigné, mais est parti sans attendre l'autorisation.

Un responsable de l'organisation pan arabe ayant requis l'anonymat a affirmé selon AsSafir que le témoignage de Malek est erroné, et quoiqu'étant réellement un des observateurs de la mission, mais il est resté au lit dans sa chambre d'hôtel en raison de sa maladie.

Il a indiqué que Malek qui est un algérien résident en France est membre de la Commission arabe des droits de l'homme dont le siège se trouve à Paris, qu'il sert d'autres agendas, sachant qu'il a des liens de parenté avec le chef du Conseil national syrien (CNS) Bourhane Ghalioune, ( de par sa première épouse algérienne, ndlr) et qu'il est en contact avec Haytham Manna qui est le chef de l'organisme de coordination des forces du changement démocratique à l'étranger.

Le ministre algérien des affaires étrangères s'est lui aussi exprimé sur le faux témoignage de Malek, indiquant qu'il n'a pas été dépêché par le gouvernement algérien et que les dix autres observateurs algériens de la commission ont « des avis différents du sien ».

Sa défection avant la publication des conclusions finales ne soient publiées semble être une tentative de décrédibiliser la mission des observateurs, surtout si ces conclusions seront différentes des attentes de l'opposition qui n'a cessé de la fustiger.

AlArabi : le spectre de la guerre civile

A cet égard, le chef de la Ligue Arabe Nabil AlArabi a mis en garde contre l'éclatement d'une guerre civile en Syrie. dans un entretien télévisé, rapporte le site en ligne alArab Online, il a signalé que la Syrie est un pays influent dans la région et que les problèmes dont il souffre auront des séquelles sur l'entourage.

Selon lui, le scénario d'ingérence étrangère en Syrie à l'instar de ce qui s'est passé avec la Libye n'est pas envisageable :

« La Syrie n'est pas séduisante pour des pays qui utilisent leurs armes et trouvent qui leur payer. Elle n'a pas de pétrole et les Etats-Unis ont des élections cette année et par conséquent je ne pense pas qu'ils veuillent entrer dans des aventures militaires », a-t-il expliqué, indiquant avoir dit ceci à plusieurs reprises à l'opposition syrienne.

Al Arabi pense qu'en exerçant des pressions et un embargo politique et économique de la part de plusieurs pays sur le régime syrien et l'opposition aussi pourrait porter ses fruits et faire cesser la violence.

D'après lui, la situation s'est beaucoup compliquée et les rapports qui lui parviennent du bureau de la LA à Damas, via le général al Dabi sont « particulièrement inquiétants ».

Concernant la saisine du Conseil de sécurité, réclamée incessamment par l'opposition pro occidentale, AlArabi estime que s'il voulait vraiment interférer, il l'aurait fait effectivement, et n'a pas besoin d'une décision de la LA pour le faire.

Mercredi, l'organisation pan arabe a décidé de surseoir à l'envoi de nouveaux observateurs en Syrie après une attaque contre la mission lundi, au cours de laquelle trois d'entre eux ont été blessés légèrement.

Pékin hostile toujours à l'internationalisation de la crise

De leur côté, les Chinois à l'instar des Russes ne changent pas de position d'un iota et refusent toute internationalisation de la crise syrienne.

L'émissaire de Pékin pour le Moyen-Orient Wu-Sike a réitéré cette position lors d'une rencontre avec AlArabi au Caire devant lequel il a insisté sur la solution de cette crise dans le cadre de la Ligue arabe.

Faisant état de difficultés auxquelles font face les observateurs de la Ligue arabe en Syrie, il s'est refusé, contrairement aux positions occidentales et arabes, à en imputer la responsabilité exclusivement au gouvernement syrien .

"Le gouvernement syrien et les autres parties syriennes devrait faire en sorte que la mission bénéficie de conditions convenables pour l'accomplissement de son travail", a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'institution panarabe, Nabil al-Arabi.

Pékin "espère que les observateurs feront preuve de patience et poursuivront leurs efforts afin de réaliser leurs objectifs pour le bien de la Syrie et de son peuple"

Al Manar

Cri du Peuple : Jeudi 12 janvier 2012

<http://www.mleray.info/article-syrie-96995940.html>

-----  
1-3 Gilles Jacquier - Syrie : Juppé et Sarkozy préparent les preuves.

Alors que les premiers témoignages évoquent sans ambiguïté une implication des terroristes "Syriens", que nos médias qualifient de " rebelles ", dans la mort du journaliste Gilles Jacquier, l'Élysée et le Quai d'Orsay préparent les " preuves " pour mettre en accusation les chefs politiques Syriens .

Selon Le Figaro qui depuis le début de la subversion en Syrie relaye les thèses Atlantistes d'une intervention militaire, les proches du Président Nicolas Sarkozy parlent de " manipulation " : «Les responsables Syriens étaient seuls à savoir qu'un groupe de journalistes occidentaux visitait Homs ce jour-là, et dans quel quartier il se trouvait», observe-t-on à l'Élysée. [ lien ]

Le fait que la famille du journaliste tué, conseillée par nos représentants diplomatiques en Syrie, ait refusé une autopsie totale de sa dépouille par un institut médico-légal Damascène renforce le doute quand à une possible manipulation non pas des autorités Syriennes mais des autorités Françaises .



Cette autopsie , au delà de déterminer de manière précise la ( les ) cause(s) du décès , d'une analyse des impacts de munitions létaux , aurait permis de déterminer peut-être\* le fabricant de la munition mortelle par une analyse métallurgique des éventuels éclats .

Alors qu'hier sur un ton cominatoire Nicolas Sarkozy exigeait des autorités Syriennes qu'elles " fassent toute la lumière " sur les circonstances de la mort de Gilles Jacquier , celles-ci se voient soustraire des éléments de preuve essentiels !

Pierre Rousselin , petit fourrier à deux brouzoufs de l'interventionisme Atlantiste et aide de camp à temps partiel du général Malbrunot et de la colonelle Minoui , réclame quand à lui une " enquête internationale " du haut de son blogue de " géopolitique " ! [ lien ]

On peut donc s'attendre comme en 1995 lors du " massacre de Markale " à des " preuves " exhibées ex-nihilo par M. Juppé et ses services . Au besoin montrera-t-on un transfuge nous assurant qu'il a " été payé par le régime pour tirer sur les journalistes Français " !

Les autorités Syriennes devraient donc sans tarder se lancer dans un recueil massif de témoignages sur place afin d'essayer de contrer le tsunami de propagande qui s'annonce .Elles doivent sans tarder établir qui se trouvait dans la zone d'ou aurait pu provenir le tir , la marque laissée par l'impact du projectile sur la chaussée peut les y aider .

Elles doivent sans tarder mettre sous scellés les débris de munitions retrouvées sur place . Il se pourrait que certains de ces débris aient été " souillés " , c'est le terme employé , par des fragments de tissus humain du journaliste tué et une analyse ADN permettra alors de faire face à une manipulation des autorités Françaises .

Mais le manque de " preuves " n'a jamais fait reculer M. Juppé et ne fera certainement pas reculer M. Sarkozy qui avoue " ne pas avoir de preuves pour fonder ses soupçons " [ sur le " régime Syrien " ] !

Alors que de nombreux témoignages remettaient en cause la version qui attribuait aux " milices Serbes " le bombardement du marché de Markalé , M. Juppé n'hésitait pas à déclarer devant les caméras de l'émission 7/7 : " Au fond peu importe qui a tiré , la question n'est pas là ! Les coupables ce sont les responsables de la situation de violence qui régnait à Sarajevo , c'est à dire les Serbes ! "

Remplacez " Sarajevo " par " Homs " et " les Serbes " par " le régime Syrien " et vous aurez une idée de l' " argumentaire " que peut développer M. Juppé pour justifier une agression militaire .

Ice Station Zebra publiera tous les témoignages de Syriens Francophones ayant assisté à cet attentat et qui viendraient à lire cet article . J'encourage tous mes confrères de la blogosphère " alternative " à en faire de même !

Je vous invite aussi à vous rendre sur le site Infosyrie . Je n'ai aucun lien avec eux et cette démarche est unilatérale.

J'ai toujours condamné les attaques ad hominem et encore plus les attaques contre le physique d'une personne n'étant pas moi-même un Apollon. On , M. Jacques Chirac , a dit de M. Juppé qu'il " incarnait physiquement l'impôt " . Aujourd'hui , en le regardant lui et M.Gérard Araud , on peut dire qu'ils " incarnent physiquement l'agression mlilitaire " .

DanielB –

---

1-4 Journaliste tué en Syrie : Juppé va t'il nous refaire le " coup de Markale " ?

La mort violente d'un homme , fut-il un journaliste de la chaîne de propagande France 2 , est toujours déplorable .

Ce qui est indigne c'est l'exploitation qui en est faite .

Déjà le sinistre Alain Juppé , la morve sanguinolente aux lèvres , " exige une enquête " [ internationale ? ] avec pour ligne de mire la mise en accusation du " régime Syrien " et certainement une intervention militaire .

M.Juppé n'en est pas à son coup d'essai : Déjà en 1994 et 1995 , deux autres bombardements dont les auteurs ne sont pas encore aujourd'hui clairement identifiés - on avait à l'époque accusé " les Serbes " comme on accuse aujourd'hui " les militaires Syriens " - avaient servi de prétexte à une agression de l'OTAN , largement inspirée par M. Juppé . L'histoire a retenu le nom de ces bombardements , qui apparaissent aux travers de certains éléments comme une provocation Bosniaque , comme les " masacres de Markale " .

---

1-5 Arthur Lepic : Le journaliste français Gilles Jacquier meurt sous le feu des gangs armés à Homs.

Gilles Jacquier, reporter de guerre travaillant pour France 2 (Envoyé spécial), entré de sa propre initiative en Syrie pour couvrir les événements qui déstabilisent le pays, est mort aujourd'hui à Homs, sous le feu des roquettes de l'« Armée syrienne libre ».

Cette attaque a causé la mort de huit personnes et en a blessé 25 autres, dont aucune ne portait d'arme d'après nos sources.

La veille, le reporter avait quitté le voyage de presse organisé à sa demande, arguant qu'il n'était pas intéressé par les rencontres avec des leaders politiques et religieux qui lui avaient été proposées. Il avait loué un véhicule privé pour se déplacer à sa guise et relevé de toute responsabilité les personnes qui l'avaient aidé à obtenir un visa.

Au moment des faits, le journaliste décédé se trouvait avec des confrères français et belges à proximité d'une manifestation pro-gouvernementale.

Une première roquette, tirée par un lance-roquettes portatif, a frappé les manifestants, tuant huit personnes. Après avoir évalué la situation en montant sur une terrasse, M. Jacquier et son cadreur se sont approchés des cadavres pour les filmer, lorsqu'une seconde roquette s'est abattue à proximité, tuant le reporter français et blessant sérieusement son confrère.

Ce drame nous rappelle que le peuple syrien est confronté à des groupes armés faisant feu de manière indiscriminée sur des personnes non armées dans les rues de certaines villes du pays.

Il s'agit d'une guerre non-conventionnelle et en aucun cas de répression musclée de « manifestations pacifiques », comme ont pu le constater les observateurs de la Ligue arabe.

M. Jacquier et ses confrères avaient un rendez-vous avec des membres de l'opposition armée et s'estimaient donc protégés par elle, mais les journalistes n'étaient pas encore entrés dans le quartier qu'ils contrôlent et se trouvaient donc dans la partie qu'ils attaquent de manière indiscriminée.

Intoxiqués par la propagande atlantiste, et ayant refusé d'écouter les témoignages des victimes précédentes, ils ont mal évalué la situation et se sont inutilement exposés.

Peu de temps après la tuerie, l'« Observatoire syrien des droits de l'homme », l'organe de propagande des gangs armés basé à Londres, a prétendu que le groupe de journalistes avait été la cible d'"obus de

mortier", faisant planer un doute sur l'origine des tirs car l'armée n'a pas recours à ce type de lance-roquettes dans le cadre de ses activités de maintien de la sécurité.

Cependant les images tournées sur place peu de temps après l'attaque et diffusées par la télévision syrienne montrent clairement l'impact d'une roquette thermobarique « RPG-7 » sur le trottoir (et non pas un cratère d'obus) tandis que les victimes sont évacuées, ainsi que les ailettes de la roquette, récupérées par les habitants du quartier.

Habitant de Homs montrant à la caméra de la chaîne syrienne al-Dounia les ailettes de la roquette de type « RPG-7 » qui a causé la mort du reporter français.

Le Réseau Voltaire présente ses condoléances à la famille et aux collègues de M. Jacquier.

Arthur Lepic

Réseau Voltaire

11 janvier 2012

<http://www.voltairenet.org/Le-journaliste-francais-Gilles>

---

1-6 Vidéo : 5 questions à Thierry Meyssan

03-01-2012

<http://www.youtube.com/watch?v=IRcVJH2Vv88>

---

1-7 Karbalaqsa : Propagande anti-syrienne sur Arte

Des médias occidentaux et arabes (notamment Al-Jazeera et Al-Arabia téléguidées respectivement par le Qatar et l'Arabie Saoudite) nous ont décrit sans discontinuer l'enfer d'une sanglante répression en Syrie : manifestants pacifiques froidement assassinés, enlèvements, tortures, mutilations de cadavres... dont les autorités syriennes, selon eux, se seraient rendu coupables. Désormais, il est clair que le but de ces accusations mensongères est d'incriminer le président Bashar el-Assad et de préparer l'opinion publique à une intervention étrangère, selon un scénario désormais bien rôdé lors de l'offensive criminelle de l'OTAN et de ses alliés sur la malheureuse Libye.

Alors que j'ai pu en Syrie voir de mes propres yeux un des immenses rassemblements de soutien à Bachar el-Assad, j'ai été extrêmement surpris de la manière tendancieuse avec laquelle les médias français, dans leur grande majorité, rapportaient les faits.

Contre-enquête

Un reportage m'a particulièrement frappé, car il reprenait et synthétisait toutes les accusations attribuées au gouvernement syrien depuis des mois. Il s'agit du reportage réalisé par la journaliste Sofia Amara, diffusé par la chaîne télévisée ARTE le 11 octobre 2011.

Estimant que le travail de Sofia Amara était totalement subjectif, j'ai décidé de faire une contre-enquête. D'où les huit vidéos que je présente ici. Je tiens à préciser que ma démarche critique ne concerne pas uniquement cette journaliste, mais doit être interprétée comme une opposition globale à un système médiatique néfaste, parce qu'orienté et trompeur. Le reportage de Sofia Amara en est une merveilleuse illustration.

Depuis Mars 2011, l'écrasante majorité des manifestations contre Bachar el-Assad ne réunissent que quelques centaines ou quelques milliers de personnes, alors que le peuple syrien descend régulièrement dans la rue par centaines de milliers, voire par millions, pour exprimer son soutien au Président de la République et dénoncer ce qu'il perçoit comme étant un « complot extérieur ».

Malgré leur supériorité numérique, ces rassemblements ont été à peine relayés dans les médias occidentaux, laissant ainsi le citoyen lambda croire que le gouvernement syrien ne bénéficiait que d'un très faible appui populaire.

Aujourd'hui, alors que la crise syrienne rentre dans son neuvième mois, nous savons de manière certaine que beaucoup d'exactions dénoncées par les journalistes et certaines ONG sont totalement fausses et infondées. Il y a eu de nombreux cas qui ont été montés de toute pièce, comme celui d'Amina Abdallah Araf el-Omari, une blogueuse soi-disant kidnappée ou encore celui de Zaynab Al-Hosni, retrouvée décapitée, démembrée et la peau arrachée selon Amnesty International. Après contre-enquête, tous ces cas se sont avérés être de pures inventions.

#### Sources invérifiables

France 24 est allée jusqu'à diffuser un entretien téléphonique durant lequel une personne présentée comme étant Lamia Chakkour, ambassadrice de Syrie à Paris, annonçait sa démission en signe de protestation contre les violences dans son pays. L'ambassadrice a immédiatement démenti et France 24 s'est trouvée contrainte de porter plainte contre X pour usurpation d'identité !

Toutes ces accusations portées contre le gouvernement syrien ne sont que très rarement prouvées par les médias. Elles proviennent de sources invérifiables, pour la plupart. Cependant le climat qu'elles installent demeure, même quand les accusations s'effondrent. Ce qui est grave, c'est que la fiabilité de ces journalistes qui volontairement ou non trompent l'opinion publique n'en est pas pour autant remise en question. Il devient de plus en plus évident que l'appareil médiatique dominant a eu et a toujours pour objectif caché de préparer les peuples à accepter des interventions militaires extérieures, comme cela s'est passé pour l'Irak et la Libye.

Après les mensonges au sujet des « armes de destructions massives », l'intervention militaire américaine en Irak a laissé place à huit années de chaos et détruit un pays entier. Et en Libye, la presse si prompt à dénoncer la « barbarie » des forces gouvernementales a clairement révélé son parti pris lors du lynchage sauvage de Kadhafi. Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, il existe une barbarie « logique », « compréhensible » et « non condamnable » aux yeux de la presse et des milieux politiques lorsque cette barbarie est commise par des milices alliées de l'OTAN.

#### Jeter de l'huile sur le feu

Le rôle des médias dans la déstabilisation de ces pays tient une place essentielle car ce sont eux qui légitiment les interventions militaires auprès de l'opinion publique. Les journalistes qui remplissent cette tâche, consciemment ou non, portent donc une lourde responsabilité, malheureusement très rarement reconnue. En effet, s'il arrive assez souvent que les institutions militaires soient critiquées et prises à partie après coup, très rares sont les journalistes visés pour de fausses informations qu'ils auraient relayées ou inventées.

Conscients du fait que ce genre de documentaire jette de l'huile sur le feu et génère des conséquences désastreuses pour les peuples qui en sont victimes, il convient désormais que nous puissions désigner chaque journaliste qui relaie des informations mensongères, chaque rédaction qui diffuse des nouvelles ou des vidéos sans en vérifier l'authenticité, a fortiori lorsqu'il s'agit de vidéos manifestement manipulées.

L'erreur est humaine, mais ces comportements sont des fautes. Chacun doit assumer ses fautes face au public. C'est pourquoi nous demandons à ceux des journalistes qui se sont trompés de reconnaître leurs manquements et de cesser de vouloir décider au nom des autres de ce que doit être leur avenir.

Karbalaqsa (revue de presse :

Blog de Silvia Cattori –

30/11/11)\*

<http://www.silviacattori.net/article2441.html>

Titre et intertitres / AFI-Flash

Contre-enquête - Première partie:

<http://rutube.ru/tracks/5045548.html?v=b09a188ffa65319ca51ab692e2dc8c0a>

2ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5045707.html?v=5380019e4cb7724fde1cbc21032e9ded>

3ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5045917.html?v=13bd5b0e55c4f80f5501f6cd83798916>

4ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5046312.html?v=268c129fa6dd77b7622b0e76c3bb893a>

5ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5046532.html?v=700079dac50de6b6b5b28d4a0cad1bf9>

6ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5046205.html?v=fb5bef6b8799c44e980ee27652e43e6f>

7ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5046252.html?v=e6b7af504877b6bc716f1ce5d55ce889>

8ème partie :

<http://rutube.ru/tracks/5047874.html?v=e2c1a21288656c5350e8ac6e1838cbf3>

Sur le même sujet, lire aussi :

La Syrie, objet de toutes les attaques, par Alain Corvez

<http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-objet-de-toutes-les-attaques-74534686.html>

Affaire Hariri : propagande anti-syrienne sur LCP, par Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/article-affaire-hariri-propagande-anti-syrienne-sur-lcp-56420341.html>

---

vidéo qui permet de nuancer le noir et le blanc ...

Pourquoi il faut se méfier des informations qu'on nous impose et qu'on ne peut soumettre au contre-poids d'une critique :

< [http://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc&feature=player\\_embedded#!](http://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc&feature=player_embedded#!) >

---

---

## 2 Les brèves

### 2-1 Arrestations de terroristes, d'origine saoudienne, qatarie et koweïtienne.

Les forces de sécurité syriennes ont arrêté des dizaines de terroristes d'origine, saoudienne, qatarie et koweïtienne en Syrie. Les forces de sécurité de ce pays ont arrêté plus de 70 terroristes saoudiens, qataris et koweïtiens qui sont impliqués dans des actes de sabotage et le massacre du peuple syrien. Ils ont avoué lors d'interrogatoires, qu'ils avaient reçu de l'argent et des armes ainsi que des appareils sophistiqués de communication de la part des conseillers officiels, qui travaillent pour les Cheikhs qataris et saoudiens. Leur mission consiste à assassiner, à faire exploser et à détruire les installations et les bâtiments publics dans le but de créer des dissensions et des troubles en Syrie. Selon ce rapport, les personnes arrêtées ont avoué qu'il y a des camps de recrutement et de formation des forces sur le territoire turc et en Arabie saoudite ainsi que dans une base américaine, au Qatar.

10/01/2012

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/163275-syrie--arrestations-de-terroristes-d%E2%80%99origine-saoudienne-qatarie-et-kowe%C3%AFtienne>

---

### 2-2 Les arabes turcs veulent la paix.

De nombreuses voix s'élèvent en Turquie.

Pendant ce temps, en Turquie désormais officiellement alliée des Etats Unis sur ce dossier, de nombreuses voix s'élèvent pour que l'Occident laisse la Syrie en paix.

Notamment les arabes alaouites de la province d'Hatay qui accusent l' « Occident colonial » de déstabiliser la région et s'inquiètent de la dégradation des relations syro-turques ainsi que de l'impact des crimes à caractère confessionnel commis de l'autre côté de la frontière par certaines composantes des forces d'opposition syriennes, soutenues par l'Occident.

ALMANAR

---

### 2-3 USA et Qatar se sont entretenus sur la Syrie.

Le vice-président Joe Biden s'est entretenu de la situation en Syrie mercredi avec le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, un proche allié des États-Unis dans le Golfe, a indiqué la Maison Blanche.

"En particulier, ils ont condamné les violences perpétrées par le régime (du président) Assad en Syrie et souligné l'importance du rapport des observateurs de la Ligue arabe, attendu le 19 janvier", selon la même source.

Les responsables ont aussi évoqué le dossier des tensions entre les États-Unis et l'Iran, a précisé la présidence américaine dans un communiqué.

Mardi, Bachar al-Assad a accusé des pays étrangers de "comploter" contre la Syrie, lançant: "Leur rêve tournera au cauchemar. Nous n'allons pas permettre la défaite de la Syrie qui signifiera la chute de la région entière".

De nombreuses voix s'élèvent en Turquie

Pendant ce temps, en Turquie désormais officiellement alliée des États-Unis sur ce dossier, de nombreuses voix s'élèvent pour que l'Occident laisse la Syrie en paix.

Notamment les arabes alaouites de la province d'Hatay qui accusent l' « Occident colonial » de déstabiliser la région et s'inquiètent de la dégradation des relations syro-turques ainsi que de l'impact des crimes à caractère confessionnel commis de l'autre côté de la frontière par certaines composantes des forces d'opposition syriennes, soutenues par l'Occident.

Leur rêve tournera au cauchemar.

Nous n'allons pas permettre la défaite de la Syrie qui signifiera la chute de la région entière".

ALMANAR

---

2-4 Les voisins de la Syrie craignent le chaos à leur porte.

« Revue de presse Syrie » #26

Les médias internationaux couvrent abondamment l'attentat survenu à Damas. Seuls quelques articles représentatifs ont été reproduits dans cette revue de presse. Alors qu'il y a deux semaines, lors du premier attentat, les journaux rapportaient avec scepticisme la version de Damas accusant al-Qaida et avec complaisance la version de l'opposition pro-occidentale accusant le pouvoir, ils renvoient cette fois dos-à-dos les deux camps, sans plus manifester de sympathie pour personne. Si la plupart des médias persistent à condamner Bachar el-Assad, ils sont moins nombreux à souhaiter sa chute, tant ils manifestent leur crainte d'une évolution chaotique à l'irakienne et d'un exode des chrétiens.

Sur le terrain, les groupes armés ne cherchent plus à ouvrir la voie à une intervention de l'OTAN pour renverser le régime, mais à livrer une guerre de basse intensité pour affaiblir le pays.

Les acteurs régionaux rebattent leurs cartes. Le gouvernement Erdogan doit faire face à la colère de sa population, qui souffre des conséquences économiques de la fermeture de la frontière syrienne. Après avoir instrumenté le débat sur le génocide arménien pour faire éclater l'alliance militaire avec la France, la Turquie amorce un virage perceptible en cherchant à renouer de bonnes relations avec Téhéran. Israël s'inquiète d'un soutien apporté par Washington aux islamistes dans trop de pays à la fois. De son côté, la Ligue arabe est déconcertée par les découvertes de ses observateurs qui remettent en cause la version médiatique occidentale et le rôle du Qatar. Ce dernier réagit en accusant la Syrie de ne pas respecter ses

engagements et en cherchant à transmettre le fardeau aux Nations-Unies. Mais le voyage de M. Ban dans la région suscite à l'avance beaucoup d'hostilité.

Partenaires | 8 janvier 2012

• Dans De Morgen (Belgique), Jef Lambrecht revient sur la confusion qui régnait autour des observateurs de la Ligue arabe. Et si ce que disait l'opposition syrienne n'était pas tout à fait vrai, s'interroge-t-il ? Auteur d'un ouvrage sur les révolutions arabes, il rappelle que le général al-Dabi a été choisi pour diriger cette mission parce qu'il avait été ambassadeur du Soudan au Qatar et avait négocié l'accord de Doha ouvrant la voie à une solution pacifique au Darfour. Jef Lambrecht souligne également que les informations de regroupement en Turquie des Libyens d'Al Qaida commandés par Abdelhakim Belhaj font plus penser à un scénario d'intervention étrangère qu'à une authentique révolution.

8 janvier 2012

---

---

### 3 Dossier

3-1 Thierry Meyssan : L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli.,

À la faveur du « printemps arabe » et des interventions de l'OTAN, officielles ou secrètes, le Qatar tente d'imposer partout où il le peut des dirigeants islamistes. Cette stratégie l'a conduit non seulement à financer les Frères musulmans et à leur offrir Al-Jazeera, mais aussi à soutenir les mercenaires d'Al Qaida. Ces derniers encadrent désormais l'Armée syrienne libre. Cependant, cette évolution soulève de vives inquiétudes en Israël et parmi les partisans du « choc des civilisations ».

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies s'affrontent sur l'interprétation à donner des événements qui endeuillent la Syrie. Pour la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, une révolution agite le pays, dans le prolongement du « printemps arabe », et fait l'objet d'une répression sanglante. Au contraire, pour la Russie et la Chine, la Syrie fait face à des bandes armées, venues de l'étranger, qu'elle combat maladroitement en faisant des victimes collatérales parmi la population civile qu'elle tente de protéger.

L'enquête que le Réseau Voltaire a menée sur place valide cette seconde interprétation [1]. Nous avons recueilli des témoignages directs des survivants des attaques de ces groupes armés. Ils décrivent certains agresseurs comme étant des Irakiens, des Jordaniens ou des Libyens, reconnaissables à leur accent, ainsi que des pachtounes.

Au cours des derniers mois, certains journaux arabes, favorables à l'administration el-Assad, ont évoqué l'infiltration en Syrie de 600 à 1 500 combattants du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) renommé depuis novembre 2007 Al Qaida en Libye. Fin novembre, la presse libyenne a relaté la tentative de la milice de Zintan d'arrêter Abdelhakim Belhaj, compagnon d'Oussama ben Laden [2], chef historique d'Al Qaida en Libye, devenu gouverneur militaire de Tripoli par la grâce de l'OTAN [3]. La scène a eu lieu à l'aéroport de Tripoli, alors qu'il partait en Turquie. Enfin, des journaux turcs ont évoqué la présence de M. Belhaj à la frontière turco-syrienne.



Ces imputations se heurtent à l'incrédulité de tous ceux pour qui Al Qaida et l'OTAN sont des ennemis irréductibles entre lesquels aucune coopération n'est possible. Au contraire, elles confortent la thèse que je défends depuis les attentats du 11 septembre 2001, selon laquelle les combattants étiquetés Al Qaida sont des mercenaires utilisés par la CIA [4].

Qui dit vrai ?

Depuis une semaine le journal monarchiste espagnol ABC publie en épisode le reportage du photographe Daniel Iriarte. Ce journaliste côtoie l'Armée syrienne libre (ASL) dans le nord du pays, justement à la frontière turque. Il a pris fait et cause pour la « révolution » et n'a jamais de mots assez durs contre le « régime el-Assad ».

L'Armée syrienne libre serait composée de plus de 20 000 hommes selon son chef politique, le colonel Riyad Al Asaad, de seulement quelques centaines selon les autorités syriennes [5].

Pourtant, dans l'édition datée du samedi 17 décembre 2011, Daniel Iriarte témoigne d'une rencontre qui l'a choqué. Alors que ses amis de l'ASL le conduisaient dans une nouvelle cachette, il se trouva avec d'étranges insurgés : trois Libyens [6].

Le premier d'entre eux était Mahdi al-Hatari, un Libyen ayant vécu en Irlande avant de rejoindre Al Qaida. À la fin de la guerre de Libye, il devint le commandant de la Brigade de Tripoli, puis le numéro 2 du Conseil militaire de Tripoli dirigé par Abdelhakim Belhaj. Il démissionna de cette fonction, selon les uns parce qu'il était entré en conflit avec le Conseil national de transition, selon d'autres parce qu'il souhaitait rentrer en Irlande dont son épouse est ressortissante [7]. En réalité, il a rejoint la Syrie.

Plus étrange encore : ce membre d'Al Qaida se trouvait, en juin dernier, parmi les militants pro-palestiniens embarqués sur le navire turc Mavi Marmara. Des agents de nombreux services secrets, notamment US, s'étaient infiltrés dans la « Flottille de la Liberté » [8]. Il fut blessé et retenu prisonnier durant neuf jours en Israël.

Enfin, durant la bataille de Tripoli, Mahdi al-Harati a commandé le groupe d'Al Qaida qui a assiégé et attaqué l'hôtel Rixos, où je me trouvais avec mes compagnons du Réseau Voltaire et la presse internationale, et dont les sous-sols servaient d'abri à des dirigeants de la Jamahiriya sous la protection de la garde de Khamis Kadhafi [9]. Selon ce dernier, Mahdi al-Harati bénéficiait des conseils d'officiers français, présents sur le terrain.

Le second Libyen rencontré par le photographe espagnol dans l'Armée syrienne libre n'est autre que Adem Kikli, un autre lieutenant d'Abdelhakim Belhaj. Enfin, Daniel Iriarte n'a pas été en mesure d'identifier le troisième Libyen que l'on appelait Fouad.

Ce témoignage recoupe ce que les journaux arabes anti-Syriens clament depuis plusieurs semaines : l'Armée syrienne libre est encadrée par au moins 600 « volontaires » d'Al-Qaida en Libye [10]. Toute l'opération est dirigée par Abdelhakim Belhaj en personne avec l'aide du gouvernement Erdogan.

Comment expliquer qu'un quotidien aussi anti-Assad qu'ABC ait décidé de publier le témoignage de son envoyé spécial alors qu'il met en lumière les méthodes nauséabondes de l'OTAN et confirme la thèse gouvernementale syrienne de la déstabilisation armée ? C'est que depuis une semaine, certains idéologues du choc des civilisations se rebellent contre ce dispositif qui intègre des extrémistes islamistes dans la stratégie du « monde libre ».

Invité du blog de CNBC [11], l'ancien Premier ministre espagnol José Maria Aznar a révélé le 9 décembre 2011 qu'Abdelhakim Belhaj était suspecté d'être impliqué dans les attentats du 11 mars 2004 à Madrid [12] ; attentats qui mirent fin à la carrière politique nationale d'Aznar.

La sortie de M. Aznar correspond à des interventions de ses amis du Jerusalem Center for Public Affairs, le think tank dirigé par l'ancien ambassadeur israélien à l'ONU, Dore Gold [13]. Ils expriment publiquement leurs doutes sur le bien-fondé de la stratégie actuelle de la CIA de placer des islamistes au pouvoir partout en Afrique du Nord. Leur critique vise d'abord la très secrète confrérie des Frères musulmans, mais surtout deux personnalités libyennes: Abelhakim Belhadj et son ami le cheik Ali Al-Salibi. Ce dernier est considéré comme le nouvel homme fort du pays [14]. Les deux hommes sont réputés être les pions du Qatar dans la nouvelle Libye [15]. C'est d'ailleurs le cheik Salabi qui a distribué les 2 milliards de dollars d'aide qatariote à Al-Qaida en Libye [16].

Ainsi la contradiction que l'on s'efforce de masquer depuis dix ans revient à la surface : les mercenaires, jadis rémunérés par Oussama Ben Laden, n'ont jamais cessé de travailler au service de la stratégie US depuis la première guerre d'Afghanistan, y compris durant la période des attentats du 11-Septembre. Ils sont pourtant présentés par les dirigeants occidentaux comme des ennemis irréductibles.

Il est probable que les objections de M. Aznar et du Jerusalem Center for Public Affairs seront balayées par l'OTAN comme l'ont

été celles du général Carter Ham, commandant en chef de l'Africom. Il s'indignait, au début de la guerre de Libye, de devoir protéger des jihadistes qui venaient de massacrer des GI's en Irak.

Loin de la réalité, le Comité anti-terroriste de l'ONU (dit « Comité d'application de la résolution 1267 ») et le département d'État des États-Unis maintiennent sur leur liste noire l'organisation d'Abdelhakim Belhaj et du cheik Salabi sous son ancienne dénomination de Groupe islamique combattant en Libye. Il est paraît-il du devoir de chaque État d'arrêter ces individus s'ils passent sur leur territoire.

Thierry Meyssan

Le 18 Décembre 2011

Url de l'article original: <http://www.voltairenet.org/L-Armees-syrienne-libre-est>

[1] « Mensonges et vérités sur la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 27 novembre 2011.

[2] « Libya's Powerful Islamist Leader », par Babak Dehghanpisheh, The Daily Beast, 2 septembre 2011.

[3] « Comment les hommes d'Al-Qaida sont arrivés au pouvoir en Libye », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 septembre 2011.

[4] « Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye », par Webster G. Tarpley, Réseau Voltaire, 21 mai 2011

[5] « Syria's opposition, rebels hold talks in Turkey », par Safak Timur, AFP, 1er décembre 2011.

[6] « Islamistas libios se desplazan a Siria para "ayudar" a la revolución », par Daniel Iriarte, ABC (Espagne), 17 décembre 2011. Version française : « Des islamistes Libyens en Syrie pour "aider" la révolution », traduction de Mounadil Al-Djazaïri, Réseau Voltaire, 18 décembre 2011.

[7] « Libyan-Irish commander resigns as deputy head of Tripoli military council », par Mary Fitzgerald, The Irish Times, 11 octobre 2011.

[8] « Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 juin 2010.

[9] « Thierry Meyssan et Mahdi Darius Nazemroaya menacés de mort à Tripoli », Réseau Voltaire, 22 août 2011.

[10] « Libyan fighters join “free Syrian army” forces », Al Bawaba, 29 novembre 2011. [11] « Spain’s Former Prime Minister Jose Maria Aznar on the Arab Awakening and How the West

Should React », CNBC.com., 9 décembre 2011. [12] « Attentats de Madrid : l’hypothèse atlantiste », par Mathieu Miquel, Réseau Voltaire, 6

novembre 2009.

[13] « Diplomacy after the Arab uprisings », par Dore Gold, The Jerusalem Post, 15 décembre 2011.

[14] « Meet the likely architect of the new Libya », par Marc Fisher, The Washington Post, 9 décembre 2011.

[www.voltairenet.org/a172150](http://www.voltairenet.org/a172150)

---

3-2 Angie Todd : « La Syrie : un autre concept erroné »

Granma International

La Syrie est le cœur du Moyen-Orient, sur le plan géostratégique et nationaliste.

Elle partage des frontières avec l’Irak, le Liban, l’Israël, la Turquie et l’Iran, avec lequel elle maintient une forte alliance, récemment réaffirmée par le président Ahmadinejad dans le contexte de l’agression accentuée de l’Europe et des États-Unis, quand il a affirmé que son pays ne permettrait aucune ingérence étrangère.

La Syrie a toujours été un allié déterminé de la Palestine, avec plus de 472 000 réfugiés de ce pays ; elle a perdu des territoires, qu’elle continue de réclamer, sur les plateaux du Golan, occupés par Israël pendant la guerre d’expansion israélo-arabe de 1967.

La Constitution syrienne de 1973 définit officiellement le pays comme un État socialiste laïque, avec l’Islam comme religion majoritaire. Depuis lors, elle a pu maintenir un État aux diverses croyances, y compris des Chrétiens coptes, des Juifs, et d’autres branches de l’Islam, avec un développement économique et social continu, malgré les sanctions imposées par les États-Unis à la fin des années 70, quand la Syrie fut déclaré pays promoteur du terrorisme.

La position géostratégique de la Syrie l’a placée dans la ligne de mire des États-Unis et de ses alliés européens avec deux objectifs : en premier lieu affaiblir la résistance contre Israël et isoler l’Iran, et en second lieu, contrôler le Moyen-Orient et l’approvisionnement pétrolier de la région.

L’explosion de la violence en Syrie au mois de mars, comme dans le cas de la Libye, n’a été ni spontanée ni fondamentalement nationaliste dans son contenu, mais elle a permis aux États-Unis de profiter des vents qui soufflaient dans la région pour les utiliser à son profit, à savoir pour tenter de remplacer le gouvernement syrien par un gouvernement plus docile.

Même s'il existe une opposition en Syrie, depuis le début le conflit civil dans le pays a été alimenté par des forces extérieures. Toutes les luttes armées ont d'abord commencé dans des villes proches des frontières, exactement comme cela s'était passé à Benghazi en Libye. Il n'est pas étonnant que très peu d'informations apparaissent sur Internet concernant les infiltrations de forces d'élite dans le but de déstabiliser le pays. L'opposition cependant est très fragmentée, elle manque d'un programme populaire et d'une idéologie cohérente, et elle a pour leader un ancien exilé syrien en France.

Dans le contexte de ce conflit national, la Syrie a lancé une consultation populaire sur les réformes constitutionnelles en vue des élections parlementaires de février 2012 – les présidentielles sont prévues en 2014 – ainsi que sur les réformes sociales et les négociations pour parvenir à une solution pacifique, en même temps qu'elle insiste sur le respect de sa souveraineté dans la résolution des problèmes nationaux. En novembre, la Syrie a protesté officiellement contre les États-Unis pour ses interventions dans les affaires internes du pays.

Comme ce fut le cas en Libye, les grands médias ont joué le rôle prévu, en particulier depuis l'explosion de la violence armée en Syrie. Initialement, ils ont délibérément présenté comme des arrestations de civils l'arrestation de personnes impliquées dans des actes de violence contre l'État et, la situation évoluant, ils ont présenté des membres de groupes terroristes tués par les forces de l'ordre syriennes, ou des morts de ces forces comme de simples civils.

La campagne de désinformation sur la Libye après Kadhafi s'est renforcée, reflétant comment les pouvoirs néo-colonialistes à l'OTAN et les États-Unis ont soumis les Nations unies à leur volonté de détruire ce pays sans avoir à impliquer leur forces armées sur le terrain, tout en prévoyant l'extension de ce nouveau modèle de guerre « réussi » en Syrie.

Ils ont passé sous silence les manifestations massives et croissantes de soutien au gouvernement de Syrie à Damas et dans d'autres grandes villes. Les dernières dépêches concernant la mort de milliers de civils, acceptées sans que les Nations Unies et Amnesty international n'enquêtent sur leur véracité, ont été extrêmement exagérées, et basées sur une seule enquête téléphonique sur les meurtres supposés de Syriens qui en réalité sont bien vivants. Les manifestations contre l'intervention de la Ligue Arabe à la fin du mois de novembre étaient en réalité un mouvement de soutien populaire qui réunissait plus de 1,6 millions de personnes. Silence total sur ce sujet.

Après le désastre instructif de la Libye, le soutien de la Russie, de la Chine et d'autres pays émergents à une solution pacifique régionale du conflit syrien a empêché une intervention militaire, mais l'ONU a imposé de fortes sanctions et la majorité docile de la Ligue Arabe s'est mobilisée pour promouvoir et légitimer une intervention impérialiste aux yeux de l'opinion publique internationale.

Le 7 décembre, le président Bachar el Assad a accordé une interview à Barbara Walters, de la chaîne nord-américaine ABC, dont le ton hostile faisait partie de la propagande habituelle. À un moment de l'émission, réalisée en anglais, Barbara Walters a demandé au président : « Selon vous, quel est le concept le plus erroné de mon pays à l'égard de ce qui se passe ici, s'il est vrai qu'il y a un concept erroné ? ».

Et le président El Assad de répondre avec perspicacité : « Un concept erroné sur beaucoup de choses... il y a tant de faits dénaturés dans les médias. Mais, le plus important, telle l'accumulation de ces faits, c'est qu'ils n'ont pas de vision. Le problème des pouvoirs occidentaux en général, notamment des États-Unis, c'est qu'ils manquent de vision – pour le moins de ma région, je ne vais pas parler du reste du monde –, et ils se sont trompés en Irak, en Afghanistan, dans la lutte contre le terrorisme ».

Angie Todd, Granma International

vendredi 16 décembre 2011

[http://lepcf.fr/spip.php?page=article&id\\_article=957](http://lepcf.fr/spip.php?page=article&id_article=957)

-----  
3-3 Les scientifiques iraniens sont-ils les seuls en danger ? Michael Bar-Zvi.  
vendredi 13 janvier 2012, Au lendemain de l'annonce de l'ouverture de l'usine souterraine  
d'enrichissement d'uranium à Fordow, l'ingénieur chargé des importations pour la centrale nucléaire de  
Natanz, Mostapha Ahmedi Roshan a perdu la vie dans un attentat à Téhéran.

La technique utilisée, une fois encore, est celle de ce qu'on appelle la sticky bombe, lorsque deux  
motards placent une charge explosive sur la portière d'un véhicule en mouvement. Le temps de réaction  
ne permet pas aux passagers de stopper le véhicule avant l'explosion, qui, en général est très meurtrière  
pour les personnes à bord, sans pour autant provoquer d'importants dégâts à l'environnement, ni même  
au véhicule lui-même.

Cette méthode a été déjà été appliquée à plusieurs reprises pour la liquidation d'autres ingénieurs  
iraniens. Les médias attribuent bien entendu cet acte au Mossad, avec l'aide des américains. Pourtant, il  
faut savoir qu'une telle action ne peut se dérouler qu'avec l'aide de personnes locales. On évoque  
l'opposition iranienne ou la résistance kurde, car aussi bien pour l'exécution d'une telle opération, que  
pour la fuite des auteurs, il est nécessaire de connaître le terrain à la perfection.

Ces actions entravent et retardent sérieusement l'avancée du programme de développement nucléaire  
iranien, mais elles ne l'arrêtent pas pour autant. Cette tactique de retardement repose sur deux principes :  
le premier est la volonté de ne pas attaquer l'Iran de manière frontale, et de ne pas lui donner le prétexte  
d'une contre-attaque contre des cibles civiles et militaires israéliennes.

Le second principe est l'espoir, qui, ces derniers jours, ne semble plus infondé, de voir les américains  
changer leur attitude attentiste pour une politique plus musclée.

Plusieurs sources, proches de la Maison-Blanche, ont affirmé que le président Obama et le secrétaire  
d'Etat à la défense Panetta ont rencontré les représentants des pays du Golfe, et notamment l'Arabie  
Saoudite, pour les informer de l'élévation du niveau d'alerte américain dans le détroit d'Ormuz et de  
l'éventualité d'une intervention armée si les Iraniens mettaient à exécution leurs menaces de fermeture.  
La circulation dans le détroit est vitale pour les exportations de pétrole des pays du Golfe, auxquels les  
Etats-Unis et l'Europe ont demandé d'augmenter leur production, dans le cadre de l'application d'un  
boycott à l'encontre de l'Iran.

L'analyse des spécialistes israéliens, formulée il y a quelques années déjà, prend aujourd'hui tout son  
sens. Israël n'est pas le seul pays menacé par la bombe iranienne, et un jour ou l'autre les Etats  
occidentaux et les autres régimes de la région finiront par arriver à la conclusion qui s'impose :  
empêcher Téhéran de se munir de l'arme fatale. En attendant, il faut mettre tout en œuvre pour retarder  
l'échéance.

Jamais l'expression "mieux vaut tard que jamais" n'aura été aussi judicieuse.

Chronique du 12 janvier 2012

Yod Zain Be Tevet 5772

Michael Bar-Zvi

#### 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran : Dénonçons les criminels de guerre que sont Harper et compagnie!

Établissons un gouvernement anti-guerre!

Les Canadiens doivent défendre le principe que préparer la guerre est un crime de guerre tout aussi grave que les autres. La guerre d'agression, qui est le crime de guerre suprême, ne peut avoir lieu sans la préparation des conditions objectives et subjectives.

Défendre ce principe signifie qu'il faut tenir le gouvernement canadien responsable des préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran. Tous ceux qui concilient avec ces préparatifs de guerre sous un prétexte ou un autre doivent aussi être tenus responsables.

Les préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran s'ajoutent à la liste des crimes de guerre déjà perpétrés par la dictature fédérale et ses conciliateurs, liste qui, en plus de l'Afghanistan, comprend désormais la guerre d'agression contre la Libye. Le bellicisme de la dictature Harper était étalé au grand jour à la cérémonie du 24 novembre à Ottawa, avec la glorification de la guerre contre la Libye comme une grande victoire et avec triomphalisme répugnant, de style nazi.

En tant qu'État annexé au système impérialiste d'États dominé par les États-Unis, qui comprend les alliances agressives que sont l'OTAN et NORAD, la dictature fédérale de Harper prépare le pays et ses forces armées à une guerre contre la Syrie et contre l'Iran. Il s'agit d'un crime de guerre monstrueux de la part de tous ceux impliqués directement et de ceux qui concilient avec Harper.

Le 20 novembre, la dictature Harper a annoncé qu'un navire de combat canadien resterait en Méditerranée jusqu'à la fin de 2012, pour servir à « des évacuations et des blocus maritimes advenant que la violence de la Syrie dégénère en guerre civile ». Le gouvernement a dit que le NCSM Vancouver, qui a participé à la guerre d'agression contre la Libye, sera réaffecté et intégré à l'opération « Active Endeavour » de l'OTAN en Méditerranée jusqu'au début de 2012 et sera ensuite relevé par le NCSM Charlottetown jusqu'à la fin de l'année. L'opération « Active Endeavour », qui a prétendument pour mission de combattre le terrorisme en Méditerranée, a commencé en octobre 2001.

Le ministre de la guerre, Peter MacKay, a dit au réseau CTV que le Canada est prêt à s'impliquer dans une guerre d'agression contre la Syrie. L'armée canadienne est « prête à toute éventualité », a-t-il dit. Une attaque contre la Syrie ne serait possible qu'après « une série de sanctions (internationales) graduées. [...] Je pense qu'il est clair pour un grand nombre de dictateurs que leur comportement ne sera pas toléré. Mais comment nous agirons et quelle sera la prochaine étape, cela dépendra de ce que certains appellent l'échelle de progression », a dit MacKay.

Cette « échelle de progression » est en référence à l'ingérence active des États-Unis et de l'Europe en Syrie où ils cherchent à fomenter une guerre civile réactionnaire et aux préparatifs de guerre à l'extérieur

de la Syrie qui consistent à rassembler les forces de l'OTAN nécessaires à une invasion. Ces préparatifs comprennent une désinformation pour gagner de l'appui, sinon pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'opposition organisée à l'aventure militaire pour renverser le régime syrien et en établir un qui serait directement annexé au système impérialiste d'États sous la conduite des États-Unis.

La destruction de l'opinion publique contre la guerre d'agression se fait suivant la tactique colonialiste de diviser pour régner. Dans le monde contemporain d'une superpuissance unique, cela veut dire financer et armer des groupes d'opposition à l'intérieur du pays ciblé. La base de cette opposition peut être des différends tribaux, religieux ou nationaux ou tout simplement une opposition empressée de prendre le pouvoir avec l'appui de l'impérialisme étasunien. Le régime attaqué se défend avec force et on assiste alors à une escalade vers une guerre civile réactionnaire et des appels à une intervention internationale.

Au Canada, un soutien important aux préparatifs de guerre de la dictature fédérale vient de ceux qui, sous la bannière de la « responsabilité de protéger », appuient l'appel à l'agression étrangère pour arrêter l'effusion de sang d'une guerre civile réactionnaire, comme pour la Libye et la Syrie. Cela comprend aussi ceux qui appellent au renversement du régime iranien. L'impérialisme américain convoite l'Iran et veut s'en emparer au détriment de ses rivaux européens. Il dénigre le régime iranien uniquement pour des raisons intéressées. Il omet le contexte d'une société qui a connu le renversement de son gouvernement par un coup d'État orchestré de l'étranger et qui a souffert en conséquence de la cruauté de la dynastie Pahlavi, le chah d'Iran. Depuis le renversement du chah en 1979, la société iranienne connaît un processus dynamique où font rage la lutte de classe et des contradictions et conflits attribuables à la transformation d'une société ancienne avec ses privilèges aristocrates et sa petite production en une économie socialisée moderne qui voit la croissance d'une classe capitaliste indigène désirant profiter des ressources naturelles du pays et de la grande production, d'une section qui lie son destin aux monopoles mondiaux et d'un mouvement ouvrier qui grandit et qui gagne en expérience.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de la dictature Harper abandonnent toute réflexion consciente et toute analyse de la guerre impérialiste. Ils refusent de reconnaître la vérité que la responsabilité des Canadiens de protéger les peuples du monde réside dans l'organisation et le développement d'un gouvernement anti-guerre ici même au pays. Elle commence par la formation d'un gouvernement qui prend la responsabilité de protéger le droit public et les droits de tous et de garantir ces droits en opposition au droit de monopole, en préparant aussi les conditions pour une alternative centrée sur l'être humain. Toute autre interprétation des responsabilités internationales du Canada est une fraude et un prétexte pour nous embrouiller dans l'annexion à la machine de guerre impérialiste de l'empire américain.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de Harper oublient que la véritable responsabilité de protéger vient des peuples eux-mêmes qui s'organisent pour défendre leurs droits. Le peuple est son propre libérateur. Ceux qui concilient avec la guerre oublient que le système impérialiste d'États déploie des espions et des agents partout pour provoquer l'anarchie et le chaos, comme le « groupe intégré de la sécurité » de la police canadienne qui a envoyé des espions et des agents au sein des groupes qui organisaient l'opposition aux rencontres du G20 en 2010 en Ontario.

Ceux qui concilient avec la guerre oublient que les principes de l'indépendance et de la souveraineté des nations, le droit de ne pas être attaqué par une grande puissance impérialiste et la nécessité d'un équilibre international fondé sur l'avantage réciproque et non sur la loi du plus fort sont le précieux héritage de la victoire antifasciste de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne faut à aucun prix que ces principes soient abandonnés sous l'influence de la résurgence du fascisme et sous la pression du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis qui veut restaurer l'anarchie, la dictature et un état constant de guerre imposé par la loi du plus fort.

Ceux qui concilient avec les ambitions guerrières de Harper oublient que, dans les années 1960 et 1970, le Canada a également été la cible d'incitations à la guerre civile quand la GRC et des agents militaires des États-Unis ont tenté d'écraser la juste lutte du peuple québécois pour ses droits nationaux et de la

transformer en une lutte dominée par un terrorisme aveugle, par l'anarchie et le chaos. La dictature fédérale de l'époque a imposé la Loi sur les mesures de guerre sous prétexte de combattre le terrorisme et a déployé l'armée dans les rues du Québec pour arrêter des militants et intimider ceux qui s'engageaient à défendre les droits de tous. En 1979, la Commission MacDonald sur les méfaits de la GRC a exposé le recours au terrorisme d'État et l'ingérence dans les organisations populaires afin de détourner la classe ouvrière et ses alliés de l'édification du nouveau. Les personnes progressistes à l'époque ont été fermement solidaires de la lutte de libération nationale du Québec contre l'impérialisme étasunien et le colonialisme anglo-canadien. Il s'agissait de s'opposer consciemment aux espions de la GRC et de l'armée américaine qui incitaient à la guerre civile réactionnaire avec des attentats terroristes et autres sales manoeuvres pour écraser la lutte de libération nationale du Québec, le mouvement ouvrier et les luttes de tous pour leurs droits, y compris les femmes et les Premières Nations. À l'époque, il existait un réel danger de guerre civile réactionnaire et d'intervention de l'armée américaine d'un côté ou de l'autre dans le but d'annexer à la fois le Canada et le Québec sous prétexte de défendre la sécurité nationale des États-Unis et de la responsabilité de protéger les civils.

La responsabilité des Canadiens est de se défendre contre la subversion et l'ingérence de la dictature fédérale et de l'impérialisme étasunien pour que la classe ouvrière et ses alliés puissent défendre les droits de tous et résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux qui existent présentement au pays. Cela veut dire être conscient des tentatives de la police politique d'infiltrer et de perturber les organisations du peuple et leurs luttes à la défense des droits de tous et pour une alternative centrée sur l'être humain. Il faut aussi être conscient que la « communauté internationale » déploie des espions et des agents et soudoie des groupes et des individus dans le but d'arrêter le progrès de la société et, si nécessaire, inciter à la guerre civile réactionnaire pour provoquer un changement de régime favorable à l'empire étasunien.

Concilier avec les ambitions guerrières de la dictature fédérale, c'est oublier que le monde entier est aux prises avec un système impérialiste d'États sous la conduite des États-Unis.

Concilier avec les ambitions guerrières, c'est oublier que les pays plus petits et moins puissants sont extrêmement vulnérables face à la subversion impérialiste et à l'incitation de divisions qui peuvent mener à une guerre civile réactionnaire.

La conciliation avec les ambitions guerrières mène à l'abandon des principes de non-ingérence dans les affaires internes des nations et des peuples souverains.

La conciliation avec les ambitions guerrières nie la vérité que les peuples sont leurs propres libérateurs et qu'ils sont en mesure de renverser leurs oppresseurs. Ayant oublié cela, il y a conciliation avec les guerres d'agression dirigées par les États-Unis sous prétexte de protéger les peuples de leurs propres régimes.

Concilier avec les ambitions guerrières, c'est détourner les peuples de leurs luttes à la défense de leurs droits pour plutôt s'engager dans quelque mouvement illusoire de solidarité avec ceux qui luttent pour leurs droits et qui refusent l'ingérence de l'impérialisme. Cela mène au sabotage de ces luttes.

La conciliation avec les ambitions guerrières signifie en pratique le refus de s'engager dans des luttes ici au pays pour mobiliser la classe ouvrière et ses alliés pour défendre les droits de tous, contester le droit de monopole et s'engager dans une lutte organisée, consciente et conséquente pour une alternative centrée sur l'être humain au Canada.

Non à l'agression contre la Syrie et l'Iran !

Dénonçons les criminels de guerre de Harper !

Dénonçons ceux qui concilient avec les criminels de guerre de Harper !

Organisons et luttons pour un gouvernement anti- guerre !



---

4-2 Pierre Khalaf : Syrie, Liban : face au chaos, l'unité et la détermination.

Dans une série d'entretiens accordés aux TV US, le 18 novembre 2011, Hillary Clinton a renoncé à présenter les événements en Syrie comme un soulèvement populaire contre le président Assad et a choisi de les qualifier désormais de « guerre civile ». Cette rhétorique peut également être utilisée pour justifier une intervention militaire conventionnelle, mais il devient de plus en plus difficile de masquer que Washington livre déjà une guerre non conventionnelle avec des commandos infiltrés.

La tendance en Syrie et au Liban

Les extrémistes à l'œuvre au Liban

Ad Diyar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 18 novembre 2011)

Ibrahim Jbeily

Comment expliquer l'enthousiasme sans précédent de la France vis-à-vis du printemps arabe.

La réponse est claire, la France ayant laissé ses empreintes partout et s'empressant de transférer son matériel d'un pays à l'autre dès la fin du mouvement de contestation dans le premier pays. Après la Tunisie, l'Égypte et la Libye, c'est aujourd'hui Damas qui est dans le collimateur français. L'apparition d'un homme mystérieux : Bernard-Henri Lévy, qui s'active aujourd'hui sur le front de l'opposition au régime en Syrie. Dans le dossier syrien, il se serait mis à la tâche dès que l'Odéon à Paris a ouvert ses portes à l'opposition syrienne. On peut voir les empreintes de Bernard-Henri Lévy dans les dernières déclarations anti-régime faites à la presse par l'ancien vice-président syrien Abdel Halim Khaddam. Pour l'intellectuel français, la frontière syro-turque constitue aujourd'hui le point de départ idéal. Il a réussi à convaincre Paris et les autres grandes puissances d'introduire clandestinement en Syrie, via la frontière turque, des missiles Stinger destinés aux insurgés. Et c'est la compagnie aérienne française Corse Air qui transporte ces armes vers la région de Cilicie afin qu'elles soient passées en contrebande à bord de petites voitures à destination des insurgés.

Bernard-Henri Lévy attend impatiemment d'avoir mené jusqu'au bout ses noirs desseins en Syrie pour passer au Soudan. L'Algérie a elle aussi sa place sur son agenda.

Pierre Khalaf

23 novembre 2011

Source

Partenaires | Beyrouth (Liban) | New Orient News (Liban)

---

---

5 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 La résolution de la Ligue Arabe justifie l'intervention étrangère.

Face à la résolution de la Ligue arabe justifiant l'intervention étrangère, le PC Syrien appelle à rassembler des forces pour défendre la patrie et mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Continuons d'appliquer les articles de l'Initiative arabe et rassemblons toutes les forces sincères dans la défense de notre patrie!

Communiqué du Parti communiste syrien (unifié)

Chers compatriotes,

Notre pays traverse une période-charnière décisive, la plus dangereuse que notre pays ait eu à traverser durant les huit derniers mois, depuis le début du problème Syrien dont les pertes s'élèvent environ à 3 000 martyrs civils et militaires. Bien que les revendications soulevées par les manifestants pacifiques se concentrent sur la nécessité de transformer le régime dans le sens de la démocratie, de revenir sur les orientations économiques du pays qui ont mené à la multiplication des problèmes dans la vie des couches pauvres et moyennes, et en dépit du fait que des lois réformatrices aient été adoptées en vue de répondre à ces revendications et doivent désormais s'engager à élaborer une nouvelle constitution pluraliste, les forces de la haine et de l'impérialisme menés par la seule super-puissance, les États-Unis, ses partenaires européens et certains pays Arabes dans l'orbite Américaine, n'ont eu de cesse d'user de provocations et d'inciter les manifestations pacifiques à se transformer en rébellion militaire. A cette fin, ils ont joué de tous les médias et de toutes les ressources à leur disposition afin de diviser le peuple Syrien, et de réduire à néant le rôle national joué par la Syrie, principal obstacle actuellement aux plans Américains.

Après que leurs tentatives pour internationaliser la question Syrienne ont échoué, grâce aux positions adoptées par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU, ils ont eu recours à la Ligue arabe pour faire pression sur la Syrie et pour rendre légal le transfert du dossier à des organismes internationaux dans une tentative de reproduire à l'identique le scénario Libyen, tout particulièrement maintenant que la Ligue Arabe est devenue le terrain de jeu de pays pétroliers arrogants essayant de jouer le rôle de grandes puissances.

La Syrie avait accepté l'initiative Arabe après reformulation de certains de ses articles. Elle a également commencé à appliquer ces articles, en dépit de l'intensification de l'escalade militaire de la part des groupes armés, des partisans du séparatisme et de ceux qui appellent à une intervention étrangère. Outre la libération de certains détenus, conformément aux dispositions de l'initiative, des unités militaires ont été retirées des secteurs où des tensions ont été constatées, il a été redonné aux forces de police la charge de s'occuper de la sécurité dans les villes.

Quoi qu'il en soit, ces puissances visant à internationaliser le problème Syrien et à légitimer l'intervention militaire n'étaient pas contentes du tout, après avoir été surprises par la position Syrienne positive vis-à-vis de l'initiative Arabe, elles se sont donc empressées de convoquer une réunion exceptionnelle de la Ligue arabe au niveau ministériel afin d'adopter une résolution condamnant la Syrie. Il est désormais manifeste que la mission de la Ligue arabe consiste à compliquer le problème Syrien plutôt qu'à le résoudre. Cela est devenu on ne peut plus clair avec la résolution suspendant la participation de la Syrie dans les institutions de la Ligue arabe. Cette résolution est dans les intérêts des forces colonialistes et ne fait qu'approfondir le problème Syrien.

Les objectifs des forces qui se trouvent derrière cette résolution adoptée à la va-vite deviennent très clairs. Les faits démontrent que la résolution était déjà prête avant même que la réunion ne se tienne. La menace du recours à l'intervention étrangère est désormais plus importante qu'auparavant. La résolution marque l'aboutissement indispensable à l'internationalisation de la crise, et contribue à ouvrir la voie à l'intervention étrangère de plusieurs façons.

En conséquence, la Syrie doit prendre cela très au sérieux, traiter le fond du problème avec des moyens politiques, cela prouverait l'adhésion de la Syrie à l'initiative du 2 novembre 2011, qui a été pour partie mise en application. Toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre intégrale de tous ses articles doivent être adoptées. Ainsi, nous estimons essentiel la libération de tous les détenus politiques et les prisonniers coupables d'avoir manifesté leur colère, à condition qu'ils n'aient pas mené des attaques armées contre l'État ou des individus ; les médias étrangers devraient pouvoir entrer en Syrie, et être en mesure de se confronter avec les faits et la situation réelle dans le pays. Cela contribuerait à affaiblir le rôle joué par les médias qui propagent de fausses informations et jouent le rôle d'agents provocateurs. Le résultat des enquêtes sur ceux qui ont fait un mauvais usage de la force contre le mouvement populaire pacifique.

L'accélération des réformes visant à transformer la société en une société démocratique, et la préparation d'une nouvelle constitution pour le pays basée sur le pluralisme doivent être considérées comme des étapes essentielles pour faire barrage à l'intervention étrangère, et retrouver la confiance des citoyens. Dans le même temps, la sécurité de la patrie ainsi que des citoyens doivent être garanties. Cela va tout à fait de pair avec les réformes. Les réformes et la garantie de la sécurité des citoyens sont deux éléments qui vont ensemble.

La situation évolue rapidement. Les menaces contre notre patrie se multiplient. Unissons toutes les forces honnêtes pour protéger notre terre de l'intervention des forces colonialistes étrangères, assurer une transition calme et pacifique vers une société démocratique et civilisée, et répondre aux revendications des masses populaires et des travailleurs.

Traduction MA pour <http://solidarite-internationale-pcf.overPM-blog.net/>

---

---

## 6 Analyse

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Nouvelle Solidarité : Comment Londres est à l'œuvre en Syrie.

Revue de presse (Nouvelle Solidarité - 26/12/11).

Le drame qui se joue actuellement en Syrie n'est pas local mais international, car c'est un des foyers d'instabilité créé par l'oligarchie financière britannique pour déclencher un conflit mondial. A l'heure où l'empire financier offshore de la City de Londres est au bord de l'effondrement, ce sont bien diverses agences britanniques qui sont à l'œuvre pour forcer l'opinion mondiale à soutenir la destruction de la nation syrienne, quoi que l'on pense de son régime actuel.

Comme le révèle le site d'information de la gauche américaine Huffington Post, « pour la première fois, une société de collecte de renseignements "mainstream" basée aux Etats-Unis même, remet en question la ligne éditoriale sur la Syrie ». Agence privée basée au Texas, Stratfor vient en effet de publier un rapport où sur la base d'une série d'exemples étayés, il conclut que « la plupart des dénonciations faites par le Conseil national syrien (CNS) se sont avérées grossièrement exagérées ou tout simplement fausses, révélant ainsi plus la faiblesse de l'opposition que le niveau d'instabilité au sein même du

régime syrien ». Le rapport mentionne aussi comme acteur de cette propagande l'Armée syrienne libre et l'Observatoire des droits de l'homme, et explique que « les forces de l'opposition ont intérêt à évoquer des massacres imminents, espérant ainsi engendrer les mêmes conditions qui ont conduit à une intervention militaire en Libye ».

Ainsi, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, organisme basé à Londres, est non seulement la seule source de tous les médias internationaux lorsqu'ils évoquent le bilan totale des affrontements en Syrie, mais il est aussi la source des chiffres annoncés par le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Et cet « Observatoire » est à son tour alimenté par une autre officine londonienne, le Strategic Research and Communication Center présidé par Ausama Monajed, un opposant syrien adopté par le MI6 et choyé par le Project Democracy américain. Ce qui laisse à penser, selon l'ancien agent de la CIA Phil Giraldi, que les bilans chiffrés des victimes civiles en Syrie émanent en fait directement des services britanniques.

D'autre part, la multiplication des attentats, sabotages et attaques contre les services de sécurité syriens démontrent la présence de troupes entraînées à la guérilla et approvisionnées en armes depuis l'extérieur. Grande-Bretagne, France et Etats-Unis sont à l'œuvre côté turc pour former et ravitailler les combattants syriens : « ils utilisent le printemps arabe et les manifestations comme couverture, comme ils l'ont fait en Libye », a déclaré Paul Craig Roberts, ancien officiel de l'administration Reagan. « Ce ne sont pas des protestations spontanées et dans un Etat autoritaire comme la Syrie, on n'est pas censé trouver une opposition capable de s'armer militairement ». D'ailleurs, et ce n'est plus un secret puisque les grands journaux en font état, de nombreux rebelles libyens sont à pied d'œuvre en Syrie.

Comme l'ont rapporté l'envoyée spéciale du Figaro, qui s'est infiltrée au sein de l'Armée syrienne libre, et plusieurs autres journalistes, parmi les Libyens présents l'on trouve Mahdi al Hatari et Adem Kikli, les lieutenants d'Abdelhakim Belhaj, le dirigeant d'Al Qaida Libye utilisé par les Occidentaux pour renverser le régime libyen et devenu depuis commandant militaire de Tripoli. Belhaj était le chef du Groupe des combattants islamistes libyens (GCIL), un groupe terroriste « made in Britain » né dans les années 90 en Afghanistan puis fondu au sein d'Al Qaida.

26/12/11

\*[http://www.solidariteetprogres.org/Comment-Londres-est-a-l-oeuvre-en-Syrie\\_08433](http://www.solidariteetprogres.org/Comment-Londres-est-a-l-oeuvre-en-Syrie_08433)

Sur le même sujet, lire aussi :

Otan contre Syrie – Des avions de l'Otan à Iskenderun : <http://0z.fr/s5dZV>

Préparatifs de guerre contre la Syrie à la frontière jordanienne? : <http://0z.fr/uYQle>

Nouvelle Solidarité

Mercredi 28 décembre 2011

Revue de presse (Nouvelle Solidarité - 26/12/11).

---

6-2 AlArabi : le spectre de la guerre civile

A cet égard, le chef de la Ligue Arabe Nabil AlArabi a mis en garde contre l'éclatement d'une guerre civile en Syrie. dans un entretien télévisé, rapporte le site en ligne alArab Online, il a signalé que la Syrie est un pays influent dans la région et que les problèmes dont il souffre auront des séquelles sur l'entourage.

Selon lui, le scénario d'ingérence étrangère en Syrie a l'instar de ce qui s'est passé avec la Libye n'est pas envisageable :

« La Syrie n'est pas séduisante pour des pays qui utilisent leurs armes et trouvent qui leur payer. Elle n'a pas de pétrole et les Etats-Unis ont des élections cette année et par conséquent je ne pense pas qu'ils veuillent entrer dans des aventures militaires », a-t-il expliqué, indiquant avoir dit ceci a plusieurs reprises à l'opposition syrienne.

Al Arabi pense qu'en exerçant des pressions et un embargo politique et économique de la part de plusieurs pays sur le régime syrien et l'opposition aussi pourrait porter ses fruits et faire cesser la violence.

D'après lui, la situation s'est beaucoup compliquée et les rapports qui lui parviennent du bureau de la LA à Damas, via le général al Dabi sont « particulièrement inquiétants ».

Concernant la saisine du Conseil de sécurité, réclamée incessamment par l'opposition pro occidentale, AlArabi estime que s'il voulait vraiment interférer, il l'aurait fait effectivement, et n'a pas besoin d'une décision de la LA pour le faire.

Mercredi, l'organisation pan arabe a décidé de surseoir à l'envoi de nouveaux observateurs en Syrie après une attaque contre la mission lundi, au cours de laquelle trois d'entre eux ont été blessés légèrement.

Pékin hostile toujours à l'internationalisation de la crise

De leur coté, les Chinois à l'instar des Russes ne changent pas de position d'un iota et refusent toute internationalisation de la crise syrienne.

L'émissaire de Pékin pour le Moyen-Orient Wu-Sike a réitéré cette position lors d'une rencontre avec AlArabi au Caire devant lequel il a insisté sur la solution de cette crise dans le cadre de la Ligue arabe.

Faisant état de difficultés auxquelles font face les observateurs de la Ligue arabe en Syrie, il s'est refusé, contrairement aux positions occidentales et arabes, a en incombent la responsabilité exclusivement au gouvernement syrien .

"Le gouvernement syrien et les autres parties syriennes devrait faire en sorte que la mission bénéficie de conditions convenables pour l'accomplissement de son travail", a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'institution panarabe, Nabil al-Arabi.

Pékin "espère que les observateurs feront preuve de patience et poursuivront leurs efforts afin de réaliser leurs objectifs pour le bien de la Syrie et de son peuple"

Al Manar

Cri du Peuple :

<http://www.mleray.info/article-syrie-96995940.html>

---

---

## 7 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 7-1 Voltairenet : USA - Racisme, guerre secrète, assassinat et torture au programme de la politique étrangère des candidats républicains

A l'approche de l'ouverture des primaires, les sept candidats en lice pour l'investiture républicaine se livrent à une surenchère néoconservatrice en matière de politique internationale.

État des lieux.

Mitt Romney, numéro deux selon les sondages et considéré comme l'un des plus modérés des candidats, a appelé à « passer aux actions secrètes à l'intérieur de la Syrie pour obtenir un changement de régime ».

Rick Santorum, ancien sénateur de Pensylvanie, a estimé que la récente explosion d'un dépôt de missiles iranien était l'œuvre de Washington et averti qu'il poursuivrait dans cette voie s'il s'installe à la Maison-Blanche, avant de plaider pour des assassinats ciblés : « Tout savant étranger travaillant en Iran pour le programme nucléaire sera considéré comme un combattant ennemi et sera promis, (...) tout comme Oussama ben Laden, à l'élimination. Des savants ont été retrouvés morts en Russie et en Iran. Il y a eu des virus informatiques. Il y a des problèmes dans ces installations. J'espère que les États-Unis sont impliqués », a-t-il dit.

L'égérie du Tea Party, Michele Bachman, a quant à elle jugé que la pratique de la simulation de noyade devait être reprise. Le président Obama avait mis fin à cette forme de torture à son arrivée au pouvoir début 2009.

Le gouverneur du Texas Rick Perry a déclaré devant la Republican Jewish Coalition que « toutes nos lois émanaient de la Torah » et a estimé que les États-Unis devraient aider Israël à attaquer l'Iran.

La palme de la rhétorique néoconservatrice revient sans conteste à l'actuel favori des sondages, Newt Gingrich. Ce dernier a confirmé ses positions après ses commentaires controversés sur les Palestiniens, qualifiant ce peuple « inventé » de « terroriste » lors d'un débat à Des Moines.

Il a promis de financer « tous les groupes dissidents en Iran » et de saboter la plus grande raffinerie du pays.

Il a aussi reproché au département d'État actuel de « procéder au désarmement moral de la tradition judéo-chrétienne » tout en promettant la nomination du néo-conservateur John Bolton à sa tête à la place d'Hilary Clinton.

L'ancien président de la Chambre des représentants déclare que s'il devenait président des États-Unis, il envisagerait d'être très proche, « de plusieurs façons », de Benyamin Nétanyahou, l'actuel Premier ministre israélien. « Bibi est un dur à cuire. Il place la sécurité d'Israël en premier », dit-il.

Enfin M. Gingrich veut demander au Congrès de redonner leur « liberté » aux services de renseignement étasuniens, suggérant ainsi de revenir sur l'interdiction actuelle d'assassiner les dirigeants en exercice des États qui s'opposent à la politique impériale.

Au-delà de l'habituelle rhétorique sioniste et anti-iranienne qui vise à s'attirer les faveurs du puissant lobby pro-israélien, ce qui ressort de ces déclarations c'est que désormais les candidats à la Maison-Blanche assument ouvertement la dimension criminelle de la politique étrangère des États-unis d'Amérique.

<http://www.voltairenet.org/Racisme-guerre-secrete-assassinat>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19